



Bienvenu à l'édition n° 3/2014 de CEE News.

18 octobre 2014

Der EBR-Fachinformationsdienst

L'académie pour comités d'entreprises européens « EWC Academy » vous donne des informations autour du comité d'entreprise européen et des sujets adjacents.

CEE News paraît quatre fois par an.
Vous pouvez télécharger la newsletter en [format pdf](#) pour l'imprimer.

Les numéros anciens se trouvent dans les [archives](#).



[Dieser Newsletter auf Deutsch](#)



[This newsletter in English](#)

Contenu :

- [1. Une nouvelle révision de la directive CEE en vue](#)
- [2. Les nouveaux Commissaires européens commencent leur travail](#)
- [3. Un regard vers d'autres pays](#)
- [4. Les fusions modifient le paysage CEE](#)
- [5. Actualisation des accords CEE](#)
- [6. Des nouveaux accords SE](#)
- [7. Des accords d'entreprises européens](#)
- [8. Actions et conflits dans les entreprises](#)
- [9. Un regard au-delà de l'Europe](#)
- [10. Des sites web intéressants](#)
- [11. Nouvelles publications](#)
- [12. La EWC Academy : des exemples de notre travail](#)
- [13. Les séminaires actuels](#)
- [14. Mentions légales](#)

1. Une nouvelle révision de la directive CEE en vue

L'agenda «emploi» bien rempli à Bruxelles



Pour au plus tard le 5 juin 2016, la Commission européenne à Bruxelles doit présenter au Parlement européen et au Conseil européen un rapport sur la mise en œuvre de la nouvelle directive CEE – comme le prévoit l'article 15 de la présente directive. Mais ce n'est pas tout, car le paragraphe suivant dit : «la Commission européenne soumet les propositions appropriées le cas échéant», en clair: une nouvelle révision est en cours.

En préparation de son rapport, la Commission européenne prévoit déjà une étude d'évaluation des problèmes dans l'application de la nouvelle directive CEE. Le point de départ pour une amélioration de la base juridique des comités d'entreprise européens a été mis de manière significative pour l'année 2015. Ceci coïncide avec le nommé « fitness check » de plusieurs des directives sur l'information et la consultation, qui sous l'argument de la réduction de la bureaucratie pourrait amener une réduction des droits des travailleurs. La Commission européenne sortante avait présenté un rapport intérimaire en juin 2014.

- [Rapport sur le « fitness check »](#) (en langue anglaise)
- [L'analyse des différents éléments de « fitness check »](#) (en langue anglaise)

Indépendamment de ce bilan, la Commission européenne veut « consolider » plusieurs directives sur l'information et la consultation des travailleurs, c'est-à-dire unifier les définitions et rectifier les différences. Il s'agit notamment de la directive sur les licenciements collectifs de 1998, la directive sur la protection des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprise de 2001 et la directive sur l'information et la consultation des travailleurs au niveau national de 2002. La directive sur la participation dans la société européenne (SE) de 2001, la directive sur les fusions transfrontalières (directive « fusions ») de 2005 et la directive sur la mise en place d'un comité d'entreprise européen (directive CEE) en 2009. Le processus de consultation joue un rôle central dans l'ensemble de ces directives.

Que signifie le terme « consultation » ?

Si on veut tailler d'une pièce le droit de travail, il faut arriver à une définition commune de la notion de consultation. La question se pose pour chaque comité d'entreprise européen : « séance cinéma » ou négociation de questions transnationales ? Si la consultation est interprétée à la française, l'employeur ne peut rien mettre en œuvre tant que la représentation des salariés n'a pas rendu un avis. Avec une utilisation intelligente de ce concept, les négociations se déroulent dans les coulisses avant d'émettre un avis officiel (voir [rapport dans CEE-News 3/2011](#)). Les règles standard de la directive SE considèrent la consultation non comme une « pause-café », mais incitent les interlocuteurs à « se réunir pour parvenir à un accord ». Servira-t-elle de modèle pour l'ensemble des directives ?

Annnonce d'événement

Ces récents développements en droit du travail européen seront sur l'agenda de la Conférence annuelle pour les comités d'entreprise européens et comités d'entreprise SE le 26 janvier 2015 à Hambourg. Le deuxième jour, le 27 Janvier 2015, un séminaire sur le processus de consultation est prévu.

TIPP !

- [Programme et formulaire d'inscription](#) (en langue allemande)

2. Les nouveaux Commissaires européens commencent leur travail

Le Parlement européen renforcé revendique une plus grande participation

Entre le 22 et 25 mai 2014 a été élu le Parlement européen. Le plus grand groupe reste celui des partis démocrates-chrétiens, suivi du groupe socialiste à peine plus petit. La « grande coalition » pratiquée depuis de nombreuses années va donc continuer. Vu que les démocrates-chrétiens ont massivement perdu des voix et les socialistes sont restés stables, le rapport entre les deux sera plus équilibré maintenant. En d'autres termes, le poids social-démocrate pèsera davantage.



- [Evaluation des élections européennes](#) (en langue anglaise)
- [Le site Internet du Parlement européen](#)

À travers la désignation des candidats par campagne électorale, la sélection du nouveau président de la Commission est pour la première fois sorti des arrières-salles de chefs d'état et de gouvernement et propulsé sur la scène publique (« parlementarisé »). Ce renforcement des élus s'est remarqué lors de l'audition des candidats à la Commission: plusieurs d'entre eux ont été recalés. La nouvelle Commission prendra ses fonctions le 1er novembre 2014.

- [Les candidats pour la Commission européenne](#) (en langue anglaise)

Des améliorations du droit de travail deviennent plus probables que sous le mandat précédent. En cours duquel certaines initiatives, même celles ayant obtenu une majorité au Parlement européen n'étaient pas pris en compte par la Commission européenne. Comme l'initiative législative relative aux restructurations d'entreprises (« rapport Cercas ») de janvier 2013. L'inaction de la Commission avait alors incité la Confédération européenne des syndicats (CES) à déposer une plainte officielle auprès du Médiateur de l'Union européenne (voir [rapport dans CEE-News 3/2013](#)). Ce qui vaut également pour le « rapport Händel » sur la protection juridique des accords transnationaux d'entreprise de septembre 2013, qui est actuellement au point mort.

Nouvelle commissaire à l'emploi et aux affaires sociales



La démocrate- chrétien flamande Marianne Thyssen prend un ministère qui est d'une importance particulière pour les comités d'entreprise. Pendant des années cette avocate a été active pour une association des petites et moyennes entreprises, avant d'être élue au Parlement européen en 1991. Parmi ses priorités se trouvent la révision de la directive européenne sur le temps de travail, qui avait échoué en décembre 2012 (voir [rapport dans CEE-News 4/2012](#)) et la mise en œuvre de la directive concernant les travailleurs postés. Les syndicats se sont félicités de sa nomination.

- [L'audience de Marianne Thyssen](#)
- [La lettre de nomination](#) (en langue anglaise)
- [Le site de Marianne Thyssen](#)

Annonce d'un événement

Du 23 au 26 mars 2015 se tiendra à Bruxelles un séminaire pour les comités d'entreprises, il mettra l'accent sur les accords d'entreprises transnationaux. Il est également prévu d'assister à une réunion du Comité l'emploi du Parlement européen.

TIPP !

3. Un regard vers d'autres pays

Un nouveau gouvernement en Suède



Après les élections au « Riksdagen » du 3 octobre 2014, un gouvernement minoritaire composé de sociaux-démocrates et de verts est entré en fonction. L'ancien syndicaliste Stefan Löfven a été élu ministre-président, il a été président du syndicat IF Metall de 2006 à 2012. Pour la première fois depuis 2006, les sociaux-démocrates détiennent de nouveau le poste de chef du gouvernement dans leur pays « d'origine ». Depuis 1932, la Suède a presque toujours été gouverné par les sociaux-démocrates à quelques brèves interruptions près. D'ici 2020, le nouveau gouvernement veut atteindre le taux de chômage le plus bas d'Europe.

- [La situation politique avant les élections](#) (en langue allemande)
- [L'analyse des résultats des élections](#) (en langue allemande)
- [Présentation du nouveau gouvernement](#) (en langue anglaise)
- [La déclaration du gouvernement](#) (en langue anglaise)

Deux points du programme du gouvernement sont particulièrement intéressants pour les représentants du personnel au niveau international : le gouvernement veut faire respecter des règles strictes pour la protection des données en Union européenne et à l'avenir tous les travailleurs sur le sol suédois auront droit à un salaire suédois. La décision de la Cour de justice européenne de 2007 va ainsi être révisée. Elle avait déclaré illégale une grève des travailleurs suédois de la construction. Le conflit de travail dans une société lettone, qui envoyait des travailleurs contractuels en Suède et les payait au tarif letton. Il avait comme objectif de faire appliquer les conventions salariales suédoises (voir [rapport dans CEE-News 4/2007](#)). Le syndicat suédois avait été condamné à payer des dédommagements considérables

Le gouvernement conservateur de l'époque avait transposé en droit du travail suédois la décision du tribunal, ce qui a été critiqué en février 2013 par l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Genève comme étant une violation des normes fondamentales du travail. L'OIT avait appelé à lever cette restriction du droit de grève (voir [rapport dans CEE-News 1/2013](#)), c'est ce que va faire le nouveau gouvernement maintenant.

La politique suédoise de l'énergie aura des répercussions en Allemagne de l'Est

Un autre point du programme du gouvernement prévoit la conversion de l'approvisionnement énergétique en 100 % d'énergie renouvelable sans recours au charbon et au nucléaire. L'entreprise publique Vattenfall, qui extrait le lignite en Allemagne de l'Est, va jouer un rôle de premier plan. Les conséquences ne sont pas encore prévisibles pour les régions touchées en Allemagne de l'Est. Les textes suivants sont seulement disponibles en langue allemande :

- [Rapport sur les plans](#)
- [L'impact potentiel en Allemagne de l'Est](#)

Changement de gouvernement historique

Depuis le 11 octobre 2014, le royaume de Belgique est gouverné par une coalition libérale démocrate-chrétienne avec la participation des séparatistes flamands. Ce qui termine l'ère des « grandes coalitions ». Pour la première fois depuis 1988, les socialistes ne sont plus représentés au gouvernement fédéral. L'un des principaux points de la nouvelle coalition est de relever l'âge de la retraite de 65 à 67 ans. Les syndicats, qui comptent un grand nombre de membres en Belgique et qui ont eu une capacité de mobilisation beaucoup plus importante que leurs alliés en France lors de grèves antérieures, ont déjà organisé des manifestations. Le premier rassemblement a eu lieu à Bruxelles le 23 septembre 2014, alors que les négociations pour la coalition étaient en cours.



- [Rapports sur la formation du gouvernement](#)

Extension de la zone Euro



Le 1 janvier 2015, la Lituanie va rejoindre la zone l'euro. L'ancienne république soviétique est le dernier des trois pays baltes, à rejoindre l'union monétaire. En Estonie, l'euro a été introduit en début 2011. En Lettonie en début 2014. La Lituanie a initialement voulu faire la conversion en 2007, mais avait raté de peu les critères d'adhésion. Tous les pays de l'Union européenne à l'exception du Royaume-Uni et du Danemark sont contractuellement tenus d'adopter l'euro. Aucun des sept pays (Bulgarie, République tchèque, Croatie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Suède) n'est cependant actuellement en mesure de répondre à tous les critères.

- [Carte de la zone euro actuelle](#)
- [Information de la Commission européenne sur l'Union monétaire](#)

4. Les fusions modifient le paysage CEE

L'accord Microsoft - Nokia et le comité d'entreprise européen

En avril 2014, la division téléphone mobile de Nokia a été racheté par le groupe américain Microsoft. Elle fonctionne comme une filiale indépendante sous le nom Microsoft Mobile. Le siège reste à Espoo (Finlande). En juillet 2013, Siemens avait déjà vendu à Nokia sa participation de 50% dans le fournisseur de services et de réseaux de télécommunication Nokia Siemens Networks (NSN). Depuis juillet 2014, NSN est entièrement intégrée dans le groupe finlandais sous le nouveau nom de Nokia Networks.



Microsoft n'a pas encore de comité d'entreprise européen. Nokia de son côté a été un pionnier. Il y a un tel organisme depuis 1993, il fonctionne toujours sur base «volontaire» et n'est pas soumis à la directive. Les négociations sur la formation d'un comité d'entreprise européen pour NSN avaient échoué en 2010. Un CEE par force de loi avait alors été créé (voir [rapport dans CEE-News 3/2010](#)). En 2012, il avait pu obtenir des droits de consultation importants, après avoir déposé avec succès une plainte auprès de la Commission d'arbitrage du ministère du Travail finlandais («Co-operation Ombudsman»). Jusqu'à ce jour il s'agit du premier et seul jugement en matière de CEE en Finlande (voir [rapport dans CEE-News 4/2012](#)).

La situation en automne 2014

Microsoft Mobile utilise désormais l'ancien accord CEE de Nokia de 1993. Il avait été révisé peu de temps avant l'acquisition et complété d'un passage. Il reste d'application tant qu'il n'y a pas de meilleur accord CEE pour le nouveau groupe. Ce qui avait été interprété comme une clause protectrice par les représentants du personnel, a cependant eu des conséquences juridiques

négatives ailleurs. Elle avait mis hors vigueur le droit de renégociation selon l'article 13 de la nouvelle directive de l'UE (voir [rapport dans CEE-News 3/2012](#)). En mai 2014 a eu lieu la première réunion du comité d'entreprise européen de Microsoft Mobile. Une première pour l'ensemble de Microsoft Corporation!

L'ancien accord CEE de 1993 s'applique aussi aux 560 travailleurs dans les unités qui n'ont pas été vendus à Microsoft. Avec la prise de contrôle totale de NSN, le CEE « par force de loi » très actif, avait perdu sa base juridique et a été dissolu. De cette manière, les 17.700 anciens travailleurs de NSN sont maintenant intégrés dans un comité d'entreprise européen, avec une base légale nettement plus faible et dans des conditions complètement différentes. En plus, la direction centrale refuse l'intégration d'une division de 1.600 travailleurs. Une renégociation en vertu de l'article 13 de la nouvelle directive est également exclue, en raison d'un paragraphe repris dans l'accord par les anciens délégués Nokia avant le rachat par Microsoft.

Un sujet d'actualité pour de nombreux comités d'entreprise européens

Cet exemple montre la complexité de l'impact juridique d'une restructuration. Souvent, il est impossible de prévoir dans les détails les conséquences potentielles de la signature d'une clause. Après une restructuration les représentants des employeurs et des travailleurs autour de la table ne sont souvent plus les mêmes. Les anciens textes s'appliquent malgré tout.

- [Rapport critique sur la fusion](#) (en langue anglaise)

Annnonce d'un événement

L'exemple Microsoft/Nokia sera à l'ordre du jour d'un séminaire CEE à Helsinki du 4 au 7 mai 2015. Le programme est en préparation actuellement.

TIPP !

Méga fusion en vue dans le secteur des matériaux de construction

En avril 2014 les deux plus grands fabricants de matériaux de construction au monde, Holcim (Suisse) et Lafarge (France), ont annoncé leur intention de fusionner. Le nouveau groupe LafargeHolcim aura son siège en Suisse. Il emploiera 140.000 travailleurs dans le monde et aura un chiffre d'affaires annuel de 30 milliards euros. Les deux sociétés ont un CEE avec de nombreuses activités et une politique conventionnelle indépendante, en matière de protection de la santé par exemple (voir [rapport dans CEE-News 3/2011](#)). Le CEE de Lafarge a été créé en 1994 en vertu du droit français. Le groupe Holcim a un forum européen de droit belge depuis 1996.



Le CEE de Lafarge d'influence française est particulièrement actif. Le 22 mai 2014 il avait déjà convenu d'une procédure d'information et de consultation avec la direction centrale. Un « accord de méthode » portant sur les différentes étapes d'une fusion, comme souvent utilisé par les comités d'entreprises en France. Le 19 Juin 2014 le processus de consultation a officiellement commencé lors d'une réunion extraordinaire du CEE. Un cabinet d'experts chargé par le CEE étudie déjà les conséquences possibles pour l'emploi (par pays et par métier). L'avis n'est pas attendu avant un an. Le 22 juillet 2014, les comités restreints des deux organismes se sont réunis à Bruxelles pour discuter de la situation actuelle. La politique d'information insuffisante de la direction en ce qui concerne les pertes d'emplois potentiels a été fortement critiquée lors de cette séance.

- [Rapport sur l' « accord de méthode » chez Lafarge](#) (en langue anglaise)
- [Rapport de la réunion extraordinaire du CEE de Lafarge](#) (en langue anglaise)
- [Rapport de la réunion des deux comités restreints](#)

Les grands fournisseurs de l'industrie automobile fusionnent



Le 15 septembre 2014, le groupe ZF Friedrichshafen a annoncé l'acquisition de la société américaine TRW Automotive. Elle devrait être achevée au premier semestre de 2015. ZF Friedrichshafen est le troisième plus grand fournisseur allemand de l'industrie automobile et compte 72 000 travailleurs dans 26 pays. Le groupe ZF va doubler de taille à travers la fusion. Au départ TRW sera intégré comme

division indépendante dans ZF. Une perte d'emplois n'est pas à craindre. Le comité d'entreprise de ZF conditionne son accord à des garanties de financement solides, mais perçoit la logique industrielle incontestable du plan. Trois entreprises de TRW seront vendues au groupe américain Federal Mogul et n'iront pas à ZF.

Les deux sociétés ont un comité d'entreprise européen : un de droit allemand depuis 2000 pour le sous-traitant automobile du lac de Constance et un de droit britannique depuis 1997 pour l'équipementier automobile américain. Pour TRW Automotive, l'accent de la main-d'œuvre européenne se situe également en Allemagne, le président-élu du CEE provient de l'usine de Coblenze. S'il n'y a pas d'arrangements spéciaux avec la direction centrale, le CEE de TRW sera dissous au printemps 2015. Cela peut être évité que par un recours à l'article 13 de la nouvelle directive CEE. Dans ce cas, les deux organismes continuent d'exister pendant trois ans jusqu'à ce que tout nouvel accord de CEE ait été élaboré par un groupe spécial de négociation (GSN). Avec la fusion, ZF va transférer sa participation de 50 % dans l'entreprise commune ZF Lenksysteme au Groupe Bosch. Le CEE de l'entreprise ZF Lenksysteme créé en décembre 2013 (voir [rapport dans CEE-News 1/2014](#)) sera dissolu. La main d'œuvre sera à l'avenir représentée par le CEE de Bosch.

- [Communiqué de presse sur l'acquisition](#) (en langue allemande)

5. Actualisation des accords CEE

Fabricant suisse de pompes rejette les nouvelles normes de l'UE

Le 3 juin 2014, un nouvel accord CEE de droit allemand a été signé pour Sulzer à Winterthur. Le CEE a été créé en 1996 sur base d'un accord «volontaire» et n'est toujours pas soumis à la législation européenne. Ce que d'autres sociétés mentionnent dans une demi-phrase, prend un paragraphe important pour Sulzer. La direction a prévu toutes les éventualités juridiques et a fait signer aux représentants du personnel un paragraphe spécifiant que la législation européenne ne s'applique pas en cas de «changement structurel» (voir [rapport dans CEE-News 4/2011](#)).



L'absence de toute définition de l'information et de la consultation est particulièrement frappante. Par endroits, l'accord CEE reste bien en deçà du niveau de l'ancienne directive. S'il n'y a pas de délégation dans un pays, le comité restreint peut seulement communiquer par écrit avec les travailleurs. Les visites d'entreprises ne sont pas prévues. La formation peut être refusée à tout moment par l'employeur, même si elle est nécessaire. Du côté positif, il faut signaler la possibilité de former des groupes de travail sur des sujets spécifiques. L'accord couvre environ 6000 travailleurs en Europe, y compris 1700 au Royaume-Uni, 1100 en Suisse et 900 en Allemagne.

Compagnie aérienne française établit des normes



Le 12 juin 2014, une version révisée de l'accord CEE pour Air France-KLM a été signé à l'aéroport de Roissy à Paris. Bien que les accords CEE français fassent généralement partie du groupe de tête en Europe, ce document atteint un niveau encore plus élevé. Il est fort semblable à la réglementation dans le groupe d'assurance Axa (voir [rapport dans CEE-News 2/2009](#)). La direction centrale s'engage à finir la consultation du CEE sur toutes les questions stratégiques avant la mise en œuvre des mesures envisagées.

Le CEE est composé de 39 membres, dont la Suisse. Onze membres viennent de France et sept des Pays-Bas. Ils se réunissent deux fois par an. Un bureau de sept membres dirige le CEE, il y a également un comité économique (« Commission Stratégie du Groupe ») de cinq membres. Le CEE peut créer des groupes de travail supplémentaires. Chaque délégué a droit à huit jours de formation par mandat et peut effectuer des visites sur place. Le CEE actuel a été formé après la fusion en 2006 (voir [rapport dans CEE-News 1/2006](#)) et est déjà intervenu activement lors de changements opérationnels en Europe (voir [rapport dans CEE-News 2/2013](#)).

- [Le texte l'accord CEE](#)
- [Le site du CEE](#)

Fabricant canadien de technologie ferroviaire intègre les nouvelles normes européennes

Le 2 septembre 2014, un nouvel accord CEE pour Bombardier a été signé à Berlin. Le groupe canadien construit des avions d'affaires et des véhicules ferroviaires. Il a un CEE de droit britannique depuis 1998. La séance plénière est limitée à 30 membres et se réunit une fois par an. Les cinq membres du bureau se réunissent avec la direction centrale deux fois par an.



Le droit à la formation et la définition de l'information et de la consultation de la nouvelle directive a été intégré dans l'accord, y compris le considérant 16 sur la compétence transnationale (voir [rapport dans CEE-News 1/2013](#)). En cas de résiliation de l'accord CEE, le CEE restera en place. Il appliquera automatiquement les prescriptions subsidiaires de la Loi CEE britannique (TICER 2010). De cette manière on évite une situation, qui peut être observé pour la banque HSBC et la société de technologie Hewlett-Packard (voir [rapport dans CEE-News 1/2014](#)).

Une sélection d'accords CEE a été compilée sur une [page de téléchargement](#).

6. Des nouveaux accords SE

Le pionnier des SE révisé l'accord sur la participation des salariés



Lors d'une réunion du comité d'entreprise de la SE à Trieste, le 3 Juillet 2014, a été signé une version entièrement révisée de l'accord de participation pour la compagnie d'assurance Allianz. En octobre 2006, elle a été l'une des premières grandes sociétés à opter pour la forme juridique de société européenne (SE). À l'époque, les négociations de l'accord SE avaient été très suivies par la communauté scientifique (voir [rapport dans CEE-News 3/2006](#)).

Une révision de l'accord était nécessaire parce que l'importance des unités commerciales transfrontalières (Cross-Border Units) avait augmenté depuis 2006 et d'autres filiales avaient été ajoutés sous la forme juridique de SE. Par conséquent, les délégués supplémentaires de ces unités sont intégrés dans le comité d'entreprise SE du Holding. Les compétences du comité d'entreprise SE en cas de délocalisation de sites vers les pays non-européens (Off Shoring) ont été précisément formulés. Le comité d'entreprise SE a ainsi non seulement le droit d'obtenir des informations dans un délai de quatre ans après la délocalisation, mais également un droit de visite des sites non-européens en cas de nécessité.

Le processus de consultation renforcé

Les droits à l'information et à la consultation ont été élargis en cas de modifications transnationales en matière d'emplois, de processus et d'environnement de travail. Les membres du comité d'entreprise SE vont avoir un meilleur environnement de travail pour l'exécution de leur mandat (communication avec les niveaux locaux, équipements de travail, une meilleure protection contre le licenciement). Le comité d'entreprise SE de Allianz est un des rares cas à utiliser les droits d'initiative prévus dans l'accord SE. En mai 2011, un accord-cadre sur le stress lié au travail avait été signé avec la direction centrale (voir [rapport dans CEE-News 2/2011](#)), un autre accord sur la formation continue a été signé en juin 2012.

- [Rapport sur la révision de l'accord SE](#) (en langue anglaise)
- [Le nouvel accord SE](#) (en langue allemande)
- [Entretien avec le Président du comité d'entreprise SE](#) (en langue anglaise)

Conseil d'administration sans salariés dans une entreprise familiale allemande

Depuis le 17 septembre 2014, l'équipementier automobile Eisenmann à Böblingen qui emploie 3800 personnes dans le monde, est devenu une société européenne (SE). À travers la transformation en SE il évite non seulement la séparation entre directoire et conseil de surveillance (modèle dualiste), mais écarte les représentants des salariés du conseil d'administration



nouvellement formé (modèle moniste). Eisenmann a deux sites en Allemagne et des filiales en France, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni.

Le 24 mars 2014, après deux mois de négociation seulement, le Groupe Spécial de Négociation (GSN) avait conclu un accord de participation SE avec la direction centrale. L'accord mettant en place le comité d'entreprise SE est presque identique aux prescriptions subsidiaires de la Loi allemande sur la participation dans les SE, à la fois en termes de nombre de sièges, de fréquence des réunions et de processus de consultation. Il obtient également un droit d'initiative dans les domaines de la santé, de la sécurité au travail et de l'égalité des chances.

- [Communiqué de presse sur la conversion en SE](#) (en langue anglaise)
- [Le contexte de la participation des travailleurs dans la SE](#) (en langue allemande)

7. Des accords d'entreprises européens

Les normes sociales minimales doivent être intégrées



Le comité d'entreprise européen de la Deutsche Bahn a été informé le 15 octobre 2013, du projet de la direction centrale de mettre en place un centre de services partagés. Des parties du service comptable seront déplacées en Roumanie. Environ 250 emplois vont être perdus en Allemagne. Il s'agit d'une question d'importance fondamentale pour le CEE. Il veut étendre au maximum les droits de consultation convenus dans l'accord CEE de mars 2012 (voir [rapport dans CEE-News 2/2012](#)).

Lors d'une réunion extraordinaire du CEE du 20 au 21 mai 2014, la direction centrale a garanti des normes sociales minimales pour les travailleurs concernés. Le 4 septembre 2014 à Vienne, le CEE a de nouveau mis le sujet sur la table, parce que les promesses n'avaient pas été tenues. Il s'agissait plus précisément des emplois de remplacement, de la formation, de la retraite anticipée et d'une compensation financière. Des accords similaires ont déjà été conclus dans d'autres sociétés au niveau européen (voir [rapport dans CEE-News 1/2010](#)).

- [Rapport sur la réunion du CEE d'octobre 2013](#) (en langue anglaise)
- [D'autres informations à ce sujet](#) (en langue allemande)
- [Le texte de l'accord CEE](#) (en langue anglaise)

Un groupe du secteur environnemental et la santé

Le 12 Juin 2014, un accord européen sur la santé et la sécurité au travail a été signé à Barcelone pour Suez Environnement. La société française emploie 65 000 travailleurs dans le secteur de l'eau et des déchets. Un comité d'entreprise européen a été créé en juillet 2013 après avoir quitté l'ancienne société mère GDF Suez (voir [rapport dans CEE-News 3/2013](#)). Le CEE a son propre comité de sécurité qui se réunit deux fois par an et qui est responsable du suivi du présent accord.



- [Rapport sur la signature](#) (en langue anglaise)
- [Le contenu du texte](#)



Égalité des chances dans une banque française

Le 16 septembre 2014 un accord sur l'égalité professionnelle a été signé à Paris entre la direction centrale et le comité d'entreprise européen de BNP Paribas et deux fédérations syndicales européennes du commerce. L'accord porte sur des questions telles que l'égalité des salaires, le développement professionnel et l'équilibre vie-travail. Le CEE a été fondée en 1996 selon la loi française et avait négocié une Charte sociale européenne en juillet 2012 (voir [rapport dans CEE-News](#)

[3/2012](#)). Un troisième accord sur la prévention des risques psychosociaux est actuellement en préparation.

- [Rapport sur la signature](#) (en langue anglaise)
- [Les principaux contenus de l'accord](#)
- [Le texte de l'accord](#) (en langue anglaise)

8. Actions et conflits dans les entreprises

Vente par correspondance : Grèves et campagne mondiale

Il y a un comité d'entreprise depuis juin 2014 et un conseil de surveillance paritaire depuis le 28 août 2014 pour tous les centres allemands du groupe américain de vente par correspondance. Le syndicat ver.di n'a par contre pas encore pu obtenir une convention collective, même s'il fait régulièrement grève depuis des mois - même durant la saison des fêtes de fin d'année. Le 17 juillet 2014 réunis à Berlin, les organisations internationales syndicales ont décidé de mener une campagne mondiale contre les conditions de travail au sein du groupe. En France à travers d'une grève. La politique du groupe est critiquée sur la place publique en Angleterre et aux États-Unis. En mai 2014, la Confédération syndicale internationale (CSI) a déclaré le PDG d'Amazon « pire employeur au monde ».



Le 17 juillet 2014 réunis à Berlin, les organisations internationales syndicales ont décidé de mener une campagne mondiale contre les conditions de travail au sein du groupe. En France à travers d'une grève. La politique du groupe est critiquée sur la place publique en Angleterre et aux États-Unis. En mai 2014, la Confédération syndicale internationale (CSI) a déclaré le PDG d'Amazon « pire employeur au monde ».

- [Site Web « Amazon » du syndicat ver.di](#) (en langue allemande)
- [Communiqué sur l'élection du conseil de surveillance paritaire](#) (en langue allemande)
- [Rapport sur les grèves en France](#)
- [Rapport sur l'élection du pire employeur](#)
- [Rapport sur la campagne mondiale des syndicats](#) (en langue anglaise)

Annnonce de fermetures d'entreprises



Lors d'une réunion à Genève le 11 juin 2014, la direction centrale du groupe alimentaire français Danone a informé son comité d'entreprise européen de la fermeture prévue de trois sites de production laitière en Italie (Casale), en Hongrie (Budapest) et en Allemagne (Hagenow). Plus de 325 emplois vont être supprimé sur ce site à la mi-2015.

Danone est l'un des pionniers des comités d'entreprise européens, car il avait déjà formé un organisme similaire en 1988. Dans un accord complémentaire à l'accord CEE en 1997 la direction s'est obligée à attendre au moins trois mois pour fermer les usines ou délocaliser la production afin de s'assurer que les représentants des travailleurs puissent élaborer des solutions alternatives. En 2007 Danone avait signé un accord anti- discrimination (voir [rapport dans CEE-News 4/2007](#)). Depuis 2009, le CEE se réunit régulièrement avec les représentants des travailleurs venant d'autres parties du monde (voir [rapport dans CEE-News 4/2009](#)).

- [Rapport sur la fermeture en Allemagne](#) (en langue allemande)
- [Communiqué de presse de la fédération syndicale EFFAT](#)

Le site espagnol sécurisé

L'avenir du site espagnol Elgoibar était à l'ordre du jour de la réunion du comité d'entreprise européen de Schaeffler, le 21 juillet 2014, dans l'usine alsacienne à Haguenau. Suite à la crise financière, l'Espagne a été particulièrement touchée par des délocalisations de sites de production par les sociétés étrangères. Avec un taux de chômage de 24,5% en septembre 2014, elle se place au deuxième rang de l'Union européenne après la Grèce.

Par conséquent, avoir assuré l'avenir des emplois dans le Pays basque en dépit des concessions sur les salaires et une nouvelle organisation du travail est une réussite pour le comité d'entreprise local du sous-traitant automobile allemand. Le CEE de Schaeffler a seulement été fondé en 2008 (voir [rapport dans CEE-News 1/2008](#)). Le mandat a été prolongé et le bureau renouvelé. Les textes suivants sont seulement disponible en allemand :



- [Rapport sur la convention collective espagnole](#)
- [Rapport sur la réunion du CEE](#)

9. Un regard au-delà de l'Europe

Un accord-cadre dans le secteur bancaire américain



La fédération syndicale internationale du commerce des services UNI est récemment parvenu à signer un accord-cadre pour l'ensemble de la zone industrielle de l'Amérique du Nord et du Sud. Ces accords sont normalement conclus individuellement avec les multinationales. Ils contiennent le respect des normes internationales du travail, la liberté d'association, la promotion de la négociation collective, la protection au travail, etc. Le 26 juin 2014, à Buenos Aires (Argentine) l'Association des banques FELABAN a signé l'accord. Il s'agit du premier accord de ce genre dans le secteur financier américain. Il couvre plus de 500 banques dans 19 pays.

- [Rapport de la signature](#)
- [Le texte de l'accord](#) (en langue espagnole)

L'accord-cadre de Siemens comme levier aux États-Unis

Le 28 août 2014, le personnel d'un petit unité de service dans quatre États du nord-ouest américain a voté pour la mise en place d'un comité d'entreprise. La direction de Siemens avait déjà tenté de faire pression sur eux pour empêcher tout vote. Seul le recours à l'accord-cadre international conclu en 2012 (voir [rapport dans CEE-News 3/2012](#)) et l'intervention du comité d'entreprise allemand et de l'IG Metall a permis de lever le blocage. Des tactiques similaires également à observer dans d'autres groupes. Le dernier exemple: l'usine Volkswagen aux États-Unis en février 2014 (voir [rapport dans CEE-News 1/2014](#)).

- [Rapport sur les événements chez Siemens](#) (en langue allemande)
- [Le texte de l'accord](#) (en langue anglaise)

Réseau international pour le fabricant américain de machines agricoles

Les 4 et 5 septembre 2014, les représentants des salariés de John Deere aux États-Unis, au Brésil, en Inde et dans plusieurs pays européens se sont réunis à Mannheim, en vue de renforcer le réseau mondial et la coopération avec le comité d'entreprise européen. L'usine de Mannheim est le plus grand site de production en dehors des États-Unis. Un accord CEE de droit allemand avait été signé en 1996, sur la base «volontaire», selon l'article 13.



- [Rapport de la réunion](#) (en langue anglaise)

10. Des sites web intéressants



Corporate Europe Observatory (CEO)

La nomination imminente de la nouvelle Commission et l'accord de libre-échange transatlantique controversé (TTIP) sont deux raisons pour éclairer plus dans les détails les liens des entreprises avec la politique. L'Observatoire européen de Bruxelles étudie le rôle du lobbying dans l'élaboration des politiques de l'Union européenne et fait du travail de vulgarisation de l'information. Le site est seulement disponible en anglais.

- [Le site du CEO](#)

Campagne de l'Union européenne: Lieux de travail sains

En avril 2014 a été lancée une campagne de deux ans de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU -OSHA). L'objectif est de promouvoir des procédures pour minimiser le stress lié au travail et les risques psychosociaux dans tous les pays européens. À cet effet les informations sont disponibles en 25 langues sur le site web.



- [Le site de la campagne](#)
- [Communiqué de presse sur le lancement de la campagne](#)



Les développements récents dans droit du travail au Royaume-Uni

Le site web du service indépendant de médiation et de conseil ACAS (Advisory, Conciliation and Arbitration Service) fournit des nouvelles informations sur l'évolution du droit du travail britannique. ACAS est un établissement public financé par le gouvernement et assiste les employeurs, les syndicats et les travailleurs individuels. Depuis avril 2014, la médiation (gratuite) par ACAS est devenue obligatoire en matière de droit du travail individuel. C'est uniquement après ce passage que l'appel au tribunal est possible. Les textes suivants sont seulement disponibles en langue anglaise :

- [Vue d'ensemble: Développements récents en droit du travail](#)
- [Inscrivez-vous newsletter de l'ACAS](#)
- [La médiation gratuite depuis avril 2014](#)

Informations syndicales du point de vue patronal



Quatre fois par année, l'Institut de l'économie allemande (DIW) à Cologne publie son « Miroir syndical ». Il contient des nouvelles, des faits et tendances au sujet des syndicats. Régulièrement certains pays sont examinés plus dans les détails. Ce dernier temps, c'est le République tchèque, la Pologne, le Royaume-Uni et les États-Unis. Tous les rapports sont disponibles sur le site Web de l'Institut, mais en langue allemande seulement.

- [La version en ligne du « Miroir syndical »](#)

Beaucoup d'autres liens intéressants ont été compilés sous une [collection de liens](#).

11. Nouvelles publications



Un commentaire juridique par des auteurs proches du patronat

Ce commentaire a été publié en septembre 2014. Il traite des directives européennes sur la participation des travailleurs et de leur transposition en droit du travail allemand. Sur 344 pages, environ la moitié de l'ouvrage ne traite que de la révision de la législation CEE allemande. Les autres chapitres examinent l'implication des travailleurs dans la société européenne (SE) et la société coopérative européenne (SCE) ainsi que des questions de participation en cas de fusion transfrontalière (directive sur les fusions transfrontalières). S'il y a une variété de commentaires juridiques (proches du patronat) sur la législation SE, c'est plutôt une exception pour le comité d'entreprise européen. Deux commentaires syndicaux sur la législation CEE allemande ont été publiés récemment (voir [rapport dans CEE-News 1/2014](#)).

- [Pour plus d'informations sur le nouveau commentaire](#)
- [Commande en ligne](#)

Brochure au sujet du mouvement syndical international

L'association autrichienne pour l'éducation syndicale (VÖGB) en coopération avec les chambres du travail a sorti deux nouvelles publications: une introduction à l'Union européenne en avril 2014 et une brochure sur les questions de mondialisation en septembre 2014. La première brochure explique à la fois l'émergence de l'Union européenne, le processus d'adhésion des pays d'Europe orientale et présente les institutions de l'UE. L'accent est mis sur l'Europe sociale. La seconde brochure traite du réseau international des capitaux et décrit les stratégies syndicales. Les deux brochures sont disponibles gratuitement, mais seulement en langue allemande.



- [Informations sur la brochure de l'UE](#)
- [Informations sur la brochure mondialisation](#)



Étude sur les syndicats en Pologne

En septembre 2014, la Fondation Friedrich Ebert a présenté un état des lieux de la Pologne – dans la cadre d'une série consacrée aux relations de travail dans certains pays. Malgré une capacité limitée des syndicats dans les années après l'effondrement du communisme et une diminution du nombre de membres, une amélioration est observable ce dernier temps. Les fédérations syndicales concurrentes ont abandonné leurs liens étroits avec les partis politiques et sont devenues beaucoup plus disposées à aller au conflit. En septembre 2013 à Varsovie, il y a eu la plus grande manifestation antigouvernementale depuis les années 80. L'ancrage dans les entreprises reste cependant faible, bien qu'il y ait une loi sur les comités d'entreprise depuis 2006 (voir [rapport dans CEE-News 3/2009](#)).

- [Télécharger la brochure](#)
- [Représentation des syndicats polonais de point de vue des employeurs](#)

Manuel de l'emploi transfrontalier

En mai 2014, la Commission européenne a présenté un guide qui examine la législation applicable au travail transfrontalier dans le marché intérieur européen et en Suisse. Des chapitres distincts éclairent le détachement de travailleurs, l'exercice d'un travail dans deux ou plusieurs États membres et les règles sur la détermination du lieu de résidence. Le guide comprend 61 pages et est disponible en 23 langues.

- [Télécharger le guide](#)
- [Vue d'ensemble des systèmes de sécurité sociale](#)



D'autres documents ont été compilés sous une [liste de littérature](#).

12. La EWC Academy : des exemples de notre travail

Formation dans une entreprise agrochimique suisse



Du 4 au 5 septembre 2014, a eu lieu à Monthey dans le canton du Valais la réunion semestrielle du comité d'entreprise européen de Syngenta. Le Groupe produit des pesticides sur ce site. La EWC Academy a organisé une formation sur les relations industrielles en Europe et sur les caractéristiques d'un véritable processus de consultation. Syngenta dont le siège est à Bâle, a un CEE de droit britannique depuis 2001. En novembre 2010,

l'accord avait été adapté aux normes de la nouvelle directive européenne. Comme il y a un prédécesseur de forum européen dans la société depuis 1995, il conserve son statut d'accord «volontaire» en vertu de l'article 13 de l'ancienne directive (article 14 de la nouvelle). En cas de litige, l'accord prévoit un dispositif spécifique, ce n'est donc pas la « Central Arbitration Committee » à Londres qui s'en chargé.

Préparation pour la conversion en SE

Le 10 septembre 2014, la session plénière du comité d'entreprise européen d'Airbus a eu lieu à Toulouse. Peu de temps avant le début des négociations sur la transformation du groupe en une société européenne (SE), la EWC Academy avait été chargée d'élaborer des options sur la structure de la future SE et de rassembler les « meilleures pratiques » de conversion en SE.



Les 22 et 23 septembre 2014, le groupe spécial de négociation s'est constitué à Amsterdam, où Airbus a son siège officiel. Il est composé de 24 membres provenant de 16 pays. Le CE européen n'est toutefois constituée que des quatre principaux pays : la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Espagne. En janvier 2014, la presse allemande avait déjà anticipé le résultat des négociations: « Airbus renonce à la présence de salariés au conseil d'administration ». Cela n'est possible que grâce à une législation spéciale aux Pays-Bas, qui invite à éviter la participation (voir [rapport dans CEE-News 4/2013](#)).

- [Rapport de presse sur le projet de conversion en SE](#)



Rencontre des élus des assureurs-crédit

Du 15 au 17 septembre 2014, vingt membres de comités d'entreprise de trois sociétés d'assurance-crédit se sont réunis à Coblenz pour leur réunion annuelle. En plus des échanges spécifiques au secteur, les participants se sont cette fois penchés sur les modèles et les cultures de participation dans d'autres pays de l'UE et les possibilités d'action transnationales des comités d'entreprises européens. La EWC Academy apportait son savoir-faire dans le domaine. En plus de la transformation en SE, les fusions transfrontalières en vertu de la directive sur fusions transfrontalières dans le secteur de l'assurance étaient à l'ordre du jour (voir [rapport dans CEE-News 2/2009](#)). En 2012, la société française Coface avait fusionné ses conseils de surveillance nationaux en un seul conseil de surveillance transfrontalier « codéterminé ». Cela a été fait à la mi 2014 pour la filiale du groupe Allianz : Euler Hermes.

- [Rapport sur les négociations à Euler Hermes](#) (en langue anglaise)

« Séance cinéma » ou comité d'entreprise européen à part entier ?

Du 29 septembre au 2 octobre 2014 a eu lieu pour la cinquième fois le séminaire de base annuel de la EWC Academy pour les membres des comités d'entreprise européens et comités d'entreprise SE. Le Château Hôtel Bad Wilhelmshöhe à Kassel (photo) a été pour la première fois lieu de réunion du séminaire. Le séminaire d'avril 2015 aura comme d'habitude lieu au château de Montabaur. Les textes suivants sont uniquement disponibles en langue allemande :



- [Rapport du séminaire en 2012](#)
- [Programme et formulaire d'inscription pour 2015](#)

Le comité d'entreprise SE veut une consultation structurée



Du 13 au 17 Octobre 2014, s'est déroulée à Lübeck la réunion bi-annuelle du comité d'entreprise SE du fabricant de colle tesa. Avec le soutien de la EWC Academy les délégués ont élaborés un processus de consultation structuré. Des représentants de la direction centrale venant de plusieurs pays ont également participé à l'atelier. tesa SE avait déjà conclu un accord de participation en 2008 (voir [rapport dans CEE-News 4/2008](#)).

13. Les séminaires actuels

Depuis janvier 2009, l'Académie CEE et son prédécesseur organisent des conférences techniques et des colloques pour les membres des comités d'entreprise européens, les comités d'entreprises SE et les groupes spéciaux de négociation. Quelque 574 représentants des salariés de 222 entreprises ont à ce jour participé, nombreux sont ceux qui y ont déjà participé plusieurs fois. Cela correspond à environ 19 % de toutes les entreprises avec un comité d'entreprise européen ou un comité d'entreprise SE en Europe sans compter les nombreux événements intramaison.

- [Aperçu des événements à venir](#) (en langue allemande)

Séminaire international des comités d'entreprises à Londres

Le séminaire aura lieu du 23 au 24 octobre 2014 pour la quatrième fois à Londres. L'événement sera traduit simultanément. Il s'adresse particulièrement aux membres de comités d'entreprise européens de droit britannique et aux représentants des salariés qui souhaitent se familiariser avec le système britannique.



- [Programme et formulaire d'inscription](#)
- [Rapport de la conférence de Londres 2012](#)



Séminaire CEE juridique

Les sujets suivants seront à l'ordre du jour du 28 au 30 octobre 2014 à Würzburg : les subtilités juridiques d'un accord CEE, la jurisprudence précédente sur les CEE et l'application des nouvelles normes européennes en cas de doute juridique. Le séminaire sera traduit simultanément (allemand-anglais). Il y aura des groupes de travail distincts pour les lois CEE allemandes et britanniques (Ticer 2010).

- [Programme et formulaire d'inscription](#) (en langue anglaise)

La protection des données dans les entreprises internationales

La mise en réseau des systèmes d'information se poursuit rapidement au niveau mondial, les données des salariés sont traitées au niveau international et dans les groupes. Quelles sont les options pour les comités d'entreprise pour contrôler ou limiter le transfert de données au sein d'un groupe? Cette question est traitée lors d'un séminaire du 3 au 5 novembre 2014 à Hambourg (avec traduction simultanée allemand - anglais).

- [Programme et formulaire d'inscription](#) (en langue anglaise)

7e conférence à Hambourg pour les comités d'entreprises SE et européens

Comme chaque année au mois de janvier aura lieu une



conférence de deux jours à Hambourg. Les thèmes :

Lundi 26 janvier 2015 : Les tendances actuelles du paysage CEE – la nouvelle jurisprudence et des exemples d'activités de CEE

Mardi 27 janvier 2013 : visite d'une centrale de Vattenfall et discussion avec les membres du CEE

- [Programme et formulaire d'inscription](#) (en langue allemande)

Annnonce pour 2015

- Bruxelles, du 23 au 26 mars 2015: Séminaire sur les accords d'entreprise transnationaux, y compris visite du Parlement européen et participation à une réunion du Comité de l'emploi
- Montauban, du 7 au 10 avril 2015: Journées de découverte / séminaire de consultation CEE
- Helsinki, du 4 au 7 mai 2015: Séminaire CEE scandinaves. Conférencier invité: Helena Lamponen, ancien ombudsman du ministère finlandais des litiges CEE
- Berlin, du 11 au 12 juin 2015: Réunion des élus dans les entreprises américaines. Conférencier: Hermann Nehls, attaché social de l'ambassade d'Allemagne à Washington.
- Paris, du 14 au 17 septembre 2015: Séminaire sur les relations industrielles en France
- Luxembourg, du 28 septembre au 2 octobre 2015: Séminaire sur le droit du travail européen et les effets sur le droit du travail allemand, avec une visite à la Cour de justice européenne.

Des manifestations intra

Vue d'ensemble des sujets traités lors des colloques intra :

- [Les sujets des formations intra](#)
- [Les sujets des interventions et présentations](#)

14. Mentions légales

Les CEE-News sont publiés par :

EWC Academy GmbH
Rödingsmarkt 52, D-20459 Hamburg
www.ewc-academy.eu

Ont collaboré à ce numéro :
Werner Altmeyer, Manfred Bobke, Rita da Luz

Distribution de l'édition allemande : 20.290 destinataires
Distribution de l'édition anglaise : 3.357 destinataires
Distribution de l'édition française : 3.174 destinataires

Des archives de la Newsletter : www.ebr-news.de

Ici vous pouvez [abonner](#) ou [résilier](#) la newsletter.

Des suggestions pour la Newsletter et des articles sur votre CEE nous font plaisir.
Veuillez nous écrire à info@ewc-academy.eu